



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-44

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 32

Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjointes au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir à Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION ILE-DE-FRANCE AU TITRE DU DISPOSITIF « 100 ILOTS DE FRAICHEUR »

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La Ville du Raincy souhaite mettre en œuvre des cours dites « oasis » dans l'ensemble des groupes scolaires publics.

A ce titre, une phase d'étude sera lancée à l'été 2025 afin de déterminer les meilleures conditions de réalisation dans chacune des cours d'écoles, de concerter les différents usagers et de lancer les démarches administratives nécessaires à la réalisation de ces îlots de fraîcheur.

Un budget a été alloué pour ces études à hauteur de 70 000 euros HT.

Les études d'investissement peuvent être prise en charge par la subvention régionale à hauteur de 40%.

Une deuxième délibération viendra compléter la demande de subvention pour la partie travaux et aménagements à la fin des études.

Accusé de réception en préfecture
931210300521 20250707 2025-06-44-05
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

Dans ce cadre, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à solliciter une subvention dans le cadre du dispositif « 100 Ilots de fraîcheur » pour l'année 2025 auprès de la Présidente de la Région Ile-de France.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Budget communal,

CONSIDERANT l'avis de la commission municipale en date du 18 juin 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre du dispositif « 100 îlots de fraîcheur » de la Région Ile-de-France pour 2025.

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document produit à cet effet.

ARTICLE 3 : DE DIRE que les dépenses afférentes aux travaux à réaliser seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget Communal et que la recette sera constatée à ce même Budget.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire

The image shows a blue ink signature of Jean-Michel Genestier written over a circular official seal. The seal features the coat of arms of the Mairie du Raincy and the text "MAIRIE DU RAINCY" and "SEINE-SAINT-DENIS".

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025